



FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ PUBLICS ET PRIVÉS

Face à une discrimination inédite du gouvernement, la FHP et la Clinique Urologique Nantes Atlantis se mobilisent

Suite à l'annonce gouvernementale le 26 mars dernier concernant le financement des établissements de santé publics et privés pour 2024, la Clinique Urologique Nantes Atlantis s'élève contre la différence de traitement entre les deux secteurs qui met en péril la pérennité des établissements privés. Après la sidération, la Fédération de l'Hospitalisation Privée a, pour sa part, décrété un arrêt total des activités de l'ensemble des cliniques et hôpitaux privés en France à compter du lundi 3 juin 2024.

Alors que les prix pratiqués par le privé sont déjà inférieurs à ceux du public et sans concertation avec les acteurs concernés, le gouvernement a prévu une hausse des financements de 4,3 % pour les hôpitaux publics contre 0,3 % pour les cliniques et hôpitaux privés MCO (médecine, chirurgie, obstétrique).

Une décision pour ne pas dire une discrimination inédite contre laquelle s'oppose **Camilla Belbeoc'h**, directrice générale de la **Clinique Urologique Nantes Atlantis** qui nous livre ses impressions sur cette annonce.

Un mépris affiché pour les soignants du privé et leurs patients

Selon **Camilla Belbeoc'h**, l'ensemble des salariés de l'établissement a été choqué par l'annonce du gouvernement sur la nouvelle tarification, tant sur le fond que sur la forme. « Cela traduit pour chacun d'entre nous un mépris objectif pour le secteur privé, pour les personnes qui y travaillent et pour les patients qui y sont pris en charge. Dans le contexte inflationniste actuel, geler l'augmentation de financement de l'activité revient à acter une baisse réelle des revenus de la Clinique. Et je pense ici tout particulièrement aux salariés qui,

depuis de longs mois, attendent une revalorisation de leurs salaires pour faire face à l'érosion de leur pouvoir d'achat ».

Une hausse de 5% serait souhaitable

« Notre Clinique, souligne **Camilla Belbeoc'h**, est un établissement indépendant qui ne repose pas sur un groupe pouvant le soutenir dans les moments difficiles. Notre équilibre est fragile, et nos marges de négociation avec les fournisseurs sont étroites. **Notre exemple illustre parfaitement ce qui est oblitéré par la décision du gouvernement : la situation financière délicate des établissements, dont 40% affichaient un déficit en 2023, et qui seront certainement 60% dans ce cas en 2024.** Il faut en finir avec l'idée reçue que tous les établissements privés dégagent d'énormes bénéfices, d'autant que nos revenus sont à 90% soumis aux tarifs décidés par l'État. Aujourd'hui, nous attendons simplement une augmentation tarifaire équitable qui tienne compte de la réalité du terrain. **Compte tenu de l'inflation et de la hausse du prix de l'énergie, une hausse de 5% nous apparaît souhaitable.** »



Camilla BELBEOC'H
Directrice

Tous solidaires pour l'action du 3 juin prochain

La Clinique Urologique Nantes Atlantis accueille tous les patients, sans discrimination. Camilla Belbeoc'h est très claire sur le sujet : « Nous ne privilégions pas les chirurgies lucratives au détriment des autres. Notre éthique est celle de la santé publique du territoire. Nous soignons nos patients indépendamment de leurs moyens. Pour preuve : en 2023, plus de 7% d'entre eux étaient bénéficiaires de l'AME ou de la CMU. Tous, nous avons à cœur de maintenir un établissement qui soit pleinement impliqué dans son tissu local économique et social. Voilà pourquoi la Clinique se mobilise avec la FHP et tous ses adhérents en faveur de l'action programmée à partir du 3 juin prochain. La solidarité n'est pas un vain mot : on ne doit entendre qu'une seule voix ! »

La FHP entend faire rétablir l'équité

En concertation avec l'ensemble des syndicats de médecins libéraux dont le lieu d'exercice est menacé dans de nombreux territoires, la FHP a décidé un arrêt total des activités de l'ensemble des cliniques et hôpitaux privés à compter du lundi 3 juin 2024. Par ailleurs, la Fédération va déposer toutes les formes de recours juridiques possibles au national et chaque établissement de santé fera de même pour faire face à cette injustice et rétablir l'équité. Le secteur ne peut pas rester passif face à une décision politique qui met en péril ses établissements et compromet l'accès aux soins pour ses patients. En affaiblissant l'hospitalisation privée, le gouvernement pénalise l'ensemble du système de santé.

Les chiffres-clés de l'hospitalisation privée en France

- Les 1 030 cliniques et hôpitaux privés, et leurs 160 000 salariés et 40 000 médecins, en grande majorité libéraux, prennent en charge plus de 9 millions de patients chaque année, dont 3,5 millions dans les 122 services d'urgences et une centaine de centres de soins non programmés.
- Cela représente 35% de l'activité hospitalière, et seulement 18% des dépenses d'assurance maladie pour les établissements de santé, honoraires médicaux compris.
- Dans certains territoires, défavorisés ou en tension, l'hospitalisation privée représente plus de 50% des prises en charge en médecine, chirurgie, obstétrique. Elle est parfois « la dernière lumière allumée » dans des départements confrontés à une pénurie de médecins et de soignants dans un contexte de vieillissement de la population.
- 20% des patients qui bénéficient de la complémentaire santé solidaire, de l'aide médicale d'État ou de la protection universelle maladie sont pris en charge par les cliniques et hôpitaux privés.

La Clinique Urologique Nantes Atlantis

Premier établissement de santé français mono-disciplinaire spécialisé en urologie, la Clinique est dotée de 55 lits en hospitalisation conventionnelle et ambulatoire. Ses trois services - urologie, urologie pédiatrique et oncologie - accueillent chaque année près de 7 000 patients.

Contact Presse

Anne de Vita
ADV, Relations presse & publics
06.61.45.51.94
anne.devita@advrp.fr

Pour en savoir plus

<https://www.clinique-urologique-nantes.fr/>